

Par arrêté AE 45/66 du 5 octobre 1966, est agréé dans le groupe III et la classe A pour l'utilisation dans les atmosphères explosives, avec température marquée de 80° C, le transmetteur électronique de pression effective type APTRONIC 57 000, construit par Arca-Premoncontrôle, 119, avenue Paul-Vaillant-Couturier, à Gentilly (Seine).

Par arrêté AE 46/66 du 5 octobre 1966, est agréée dans le groupe II et la classe A pour l'utilisation dans les atmosphères explosives, avec température marquée de 85° C, la boîte de connexion type 144 585, construite par la Société anonyme pour tous appareillages mécaniques (S. A. T. A. M.), 63, avenue du Général-Leclerc, à La Courneuve (Seine).

Par arrêté AE 47/66 du 5 octobre 1966, est agréé dans le groupe III et la classe A pour l'utilisation dans les atmosphères explosives, avec température marquée de 45° C, le transmetteur électronique de débit, de pression ou de température, type 51-1401, construit par Otic-Fischer et Porter, 151 bis, avenue de la Libération, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).

Par arrêté AE 48/66 du 5 octobre 1966, est agréé dans le groupe III et la classe A pour l'utilisation dans les atmosphères explosives, avec température marquée de 200° C, le moteur type T6 FRAD, construit par Constructions Electro-Mécaniques de Saint-Etienne, 36, avenue de Rochetaillée, à Saint-Etienne (Loire).

Par arrêté AE 49/66 du 5 octobre 1966, est agréée dans le groupe III et la classe A pour l'utilisation dans les atmosphères explosives, avec température marquée de 110° C, l'armature type 10-245-3, construite par Le Matériel électrique pour le perfectionnement de l'éclairage (anciens Etablissements P. Bas), 40, rue Pradier, à Paris (19°).

Par arrêté AE 50/66 du 5 octobre 1966, est agréé dans le groupe III et la classe A pour l'utilisation dans les atmosphères explosives, avec température marquée de 200° C, le moteur type T4 FRAD, construit par Constructions Electro-Mécaniques de Saint-Etienne, 36, avenue de Rochetaillée, à Saint-Etienne (Loire).

Emploi de matériel en mines grisoufeuses.

Par arrêté MS 188/66 en date du 7 octobre 1966, est agréé le « socle coudé orientable type NPC 200/7-1000 », construit par la Société alsacienne d'installations techniques, 10, avenue du Zornhoff, 67 - Saverne.

Par arrêté MS 189/66 en date du 7 octobre 1966, est agréée la « boîte d'arrivée type BAMP », construite par la Société de constructions électromécaniques Jeumont-Schneider, département Appareillage Cheveau, 96, avenue Victor-Hugo, à Dijon (Côte-d'Or).

Par arrêté MS 190/66 en date du 10 octobre 1966, est agréée la « plaque à bouton-poussoir et commutateur type VPC », construite par la Société alsacienne d'installations techniques, 10, avenue du Zornhoff, à Saverne (Bas-Rhin).

Transport et distribution d'énergie électrique.

Par arrêté en date du 10 octobre 1966, sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction du poste 225/150.63 kV de Tarascon-sur-Ariège (Ariège).

L'expropriation des terrains nécessaires à la réalisation de cette opération devra être réalisée dans un délai de cinq ans à partir de la publication dudit arrêté.

Soumission à l'étude du service des instruments de mesure des instruments mesureurs volumétriques d'eau.

Le ministre de l'Industrie,

Vu la loi du 4 juillet 1837, modifiée par la loi validée du 15 juillet 1944, rendant obligatoire en France le système métrique décimal et prévoyant l'organisation du contrôle des instruments de mesure;

Vu le décret du 30 novembre 1944 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne le contrôle des instruments de mesure;

Vu le décret du 3 mai 1961, modifié par le décret du 5 janvier 1966, sur les unités de mesure et le contrôle des instruments de mesure;

Vu l'arrêté du 30 octobre 1945 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du décret du 30 novembre 1944;

Vu l'arrêté du 21 juin 1950 fixant les modalités d'application de l'article 2 du décret du 30 novembre 1944;

Sur le rapport de l'ingénieur général, directeur du service des instruments de mesure, et du directeur des industries mécaniques, électriques et électroniques,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les instruments qui déterminent, à l'aide de chambres mesureuses, de turbines, d'hélices ou de tous autres organes appropriés, le volume de l'eau qui les traverse sont soumis à l'étude du service des instruments de mesure en vue de la préparation des décrets prévus à l'article 2 du règlement d'administration publique du 30 novembre 1944.

Art. 2. — Tout fabricant d'instruments visés à l'article précédent doit, conformément à l'article 2 de l'arrêté du 21 juin 1950, déposer à l'inspection générale du service des instruments de mesure un dossier présenté dans la forme des demandes d'approbation de modèle prévues à l'article 2 de l'arrêté du 30 octobre 1945.

Art. 3. — Le directeur des industries mécaniques, électriques et électroniques et l'ingénieur général, directeur du service des instruments de mesure, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 octobre 1966.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
CLAUDE MARTIN.

MINISTRE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Administration centrale.

Par arrêté du Premier ministre et du ministre des postes et télécommunications en date du 13 octobre 1966, a été nommé attaché d'administration centrale de 1^{re} classe et titularisé dans le grade correspondant : M. Gérard, attaché d'administration centrale de 2^e classe.

MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Création des brevets d'Etat de moniteur de patinage sur glace et de professeur de patinage sur glace.

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif;

Vu le décret n° 66-64 du 21 janvier 1966 fixant la liste des attributions du ministre de la jeunesse et des sports;

Vu l'arrêté du 2 février 1966 donnant délégation de signature au directeur des sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les brevets d'Etat de moniteur et de professeur de patinage sur glace créés par le présent arrêté autorisent leurs titulaires à enseigner cette discipline, contre rémunération, dans les conditions précisées à l'article 2.

Art. 2. — Le brevet d'Etat de moniteur de patinage sur glace autorise ses titulaires à enseigner les figures et les danses du niveau de celles qui font l'objet de l'annexe I du présent arrêté.

Le brevet d'Etat de professeur de patinage sur glace autorise ses titulaires à enseigner les figures et les danses du niveau de celles qui font l'objet de l'annexe II du présent arrêté et toutes autres spécialités inscrites aux programmes des compétitions nationales et internationales de patinage sur glace.

Art. 3. — Délégation provisoire est accordée à la fédération française des sports de glace dans les conditions prévues par l'article 1^{er} (2°) a) de la loi du 6 août 1963 et par l'article 3 de l'arrêté du 30 juillet 1965, pour délivrer sous le contrôle du ministre de la jeunesse et des sports, les brevets d'Etat faisant l'objet du présent arrêté.

Art. 4. — Pour être admis à se présenter aux épreuves du brevet d'Etat de moniteur de patinage sur glace les candidats doivent être âgés de vingt ans au moins à la date de l'examen, être titulaires de la grande médaille de bronze de patinage artistique (5^e classe) et de la médaille de bronze de danse sur glace (4^e classe) et justifier au moins de la possession d'un des diplômes suivants : brevet élémentaire, B. E. P. C. ou l'un des brevets d'enseignement délivrés par l'enseignement technique.

Toutefois la limite d'âge prévue au paragraphe précédent peut être abaissée à dix-huit ans pour les candidats titulaires de médailles d'or (2^e figure ou 1^{re} danse) et pour ceux qui ont participé aux épreuves finales des championnats de France senior de patinage sur glace (figure ou dansc).

Quant aux candidats ne possédant pas l'un des diplômes visés au premier paragraphe du présent article, ils peuvent être admis à se présenter aux épreuves du brevet d'Etat de moniteur de patinage sur glace en satisfaisant préalablement aux épreuves écrites d'un examen de culture générale, comprenant :

- Une rédaction portant sur un sujet relatif au sport notée de 0 à 20 (coefficient 1 ; durée : deux heures) ;
- Une composition de géométrie plane notée de 0 à 20 (coefficient 1/2 ; durée : une heure) ;
- Une composition portant sur l'anatomie ou la mécanique articulaire notée de 0 à 20 (coefficient 1/2 ; durée : une heure).

Pour être admis à se présenter aux épreuves du brevet d'Etat de professeur de patinage sur glace les candidats doivent :

- Etre âgés de vingt et un ans au moins à la date de l'examen ;
- Etre titulaires de la petite médaille d'argent de patinage artistique (4^e classe) et de la médaille d'argent de danse sur glace (3^e classe) et justifier de la possession du brevet d'Etat de moniteur de patinage sur glace.

Art. 5. — Pour faire acte de candidature à l'un des brevets d'Etat visés aux articles 1^{er} et 2 du présent arrêté, les intéressés doivent faire parvenir à la fédération française des sports de glace, au moins un mois avant la date fixée pour l'examen, un dossier comprenant :

- Une demande d'inscription sur papier libre faisant état de leur palmarès ;
- Les copies certifiées conformes ou les photocopies des diplômes, visés à l'article 4, qu'ils peuvent posséder ;
- Une fiche d'état civil ;
- Un extrait de casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois ;
- Un certificat médical d'aptitude à la pratique et à l'enseignement du patinage sur glace datant de moins de trois mois ;
- Deux photos d'identité.

Art. 6. — Les jurys chargés d'examiner les candidats aux brevets d'Etat faisant l'objet du présent arrêté sont nommés par le ministre de la jeunesse et des sports. Ils sont constitués sur les bases suivantes :

- Le ministre de la jeunesse et des sports ou son représentant, président.
- Le directeur des sports ou son représentant.
- Le président de la fédération française des sports de glace ou son représentant.
- Le directeur de l'institut national des sports ou son représentant.
- Le directeur technique national des sports de glace ou son représentant.
- L'entraîneur national de patinage artistique ou son représentant.
- Un médecin désigné par le ministre de la jeunesse et des sports.
- Un auxiliaire médical désigné par le ministre de la jeunesse et des sports.
- Un professeur d'E. P. S. désigné par le ministre de la jeunesse et des sports.
- Deux professeurs de patinage sur glace (un de figure et un de danse) proposés par la F. N. P. P. G.
- Deux juges de la commission fédérale de patinage artistique.
- Deux juges de la commission fédérale de danse.

Sont désignés en outre comme membres du jury du brevet d'Etat de professeur de patinage sur glace :

- Deux membres du corps de l'inspection de la jeunesse et des sports ;
- Deux représentants de la commission fédérale de patinage de vitesse ;
- Deux représentants de la commission fédérale de hockey sur glace.

Art. 7. — Les épreuves des brevets d'Etat faisant l'objet du présent arrêté comportent des épreuves écrites, des épreuves pratiques et des épreuves orales.

Elles se répartissent comme suit :

I. — BREVET D'ETAT DE MONITEUR DE PATINAGE SUR GLACE

1^o Epreuves écrites :

Les épreuves écrites du brevet d'Etat de moniteur de patinage sur glace consistent dans des commentaires analysant le mouvement, les positions et la trace de figures du patinage artistique et de pas de danse sur glace.

Trois heures sont accordées aux candidats pour l'ensemble des épreuves écrites.

A. — Patinage artistique.

Les épreuves écrites de patinage artistique consistent en des figures imposées et en des exercices de patinage libre :

a) Pour les figures imposées, trois figures sont tirées au sort parmi les figures reconnues par les règlements internationaux. Chaque commentaire est noté de 0 à 6. Toute note inférieure à 2,5 est éliminatoire. La somme des trois notes est affectée du coefficient 1.

b) Pour les exercices de patinage libre, un groupe de trois sauts et pirouettes est tiré au sort dans l'un des groupes figurant en annexe. Chaque commentaire est noté de 0 à 6.

Toute note inférieure à 2,5 est éliminatoire. La somme des trois notes est affectée du coefficient 1.

B. — Danse sur glace.

Les candidats ont à commenter un pas ou une suite de pas d'une danse en précisant le placement sur piste, les nombres de pas et de temps et les positions des danseurs. Ce commentaire est noté de 0 à 6. Toute note inférieure à 2,5 est éliminatoire. La note attribuée est affectée du coefficient 5.

Une liste d'admissibilité est établie après les épreuves écrites. Seuls les candidats ayant obtenu un total de 44 points pour l'ensemble des épreuves écrites sont admis à se présenter aux épreuves pratiques.

2^o Epreuves pratiques :

Les épreuves pratiques du brevet d'Etat de moniteur de patinage sur glace sont de deux sortes :

Des épreuves pédagogiques et des épreuves d'exécution. Comme les épreuves écrites elles se rapportent aux figures imposées, aux exercices libres de patinage artistique et à la danse sur glace.

A. — Patinage artistique.

1. Figures imposées :

a) L'épreuve pédagogique de figures imposées consiste dans la critique de patineurs ou de patineuses choisis par le jury exécutant un groupe de figures tiré au sort parmi les groupes de figures publiés en annexe. Les candidats doivent indiquer les fautes commises pendant l'exécution et après examen de la trace.

Ils doivent en outre donner les raisons de ces fautes et préciser les moyens d'y remédier.

Chaque critique est notée de 0 à 6.

Toute note inférieure à 2,5 est éliminatoire.

La somme des trois notes, qui doit atteindre au moins 12 sur 18, est affectée du coefficient 1.

b) L'épreuve d'exécution de figures imposées consiste à réaliser trois figures d'un groupe tiré au sort mais différent du groupe retenu pour l'épreuve pédagogique.

Chaque figure est notée de 0 à 6.

Toute note inférieure à 1,5 est éliminatoire.

La somme des trois notes qui doit atteindre au moins 7,5 sur 18 est affectée du coefficient 1.

2. Exercices de patinage libre :

L'épreuve pédagogique de patinage libre consiste dans la critique de patineurs ou de patineuses choisis par le jury exécutant les trois exercices d'un groupe tiré au sort parmi les groupes publiés en annexe. Les candidats doivent indiquer les fautes commises pendant l'exécution et après examen de la trace.

Ils doivent en outre donner les raisons de ces fautes et préciser les moyens d'y remédier.

Chaque critique est notée de 0 à 6.

Toute note inférieure à 2,5 est éliminatoire.

La somme des trois notes, qui doit atteindre au moins 12 sur 18, est affectée du coefficient 1.

Aucune épreuve d'exécution de patinage libre n'est demandée aux candidats au brevet d'Etat de moniteur de patinage sur glace.

B. — Danse sur glace.

a) L'épreuve pédagogique de danse sur glace consiste dans la critique d'un couple choisi par le jury exécutant une danse du groupe de 3^e classe. Les candidats doivent indiquer, au fur et à mesure qu'elles sont commises par le danseur ou sa cavalière, les fautes qu'ils perçoivent (fautes de pas, fautes de positions, fautes de rythmes, mauvais placements sur la piste, etc.). Ils doivent, en outre, donner les raisons de ces fautes et préciser les moyens d'y remédier.

Cette épreuve est notée de 0 à 6.

Toute note inférieure à 2,5 est éliminatoire.

La note attribuée est affectée du coefficient 3.

b) Les épreuves d'exécution de danse sur glace sont au nombre de deux : exécution en solo et exécution en couple :

1. L'exécution en solo s'effectue en musique. Elle consiste dans une danse tirée au sort dans le groupe de 3^e classe en excluant la danse retenue pour l'épreuve pédagogique. Elle est patinée dans les pas opposés.

Elle est notée de 0 à 6.

Toute note inférieure à 2 est éliminatoire.

La note attribuée est affectée du coefficient 3.

2. L'exécution en couple s'effectue en musique. Elle consiste dans la danse du groupe de la 3^e classe qui n'a été retenue ni pour l'épreuve pédagogique ni pour l'exécution en solo.

Elle est notée de 0 à 6.

Toute note inférieure à 2 est éliminatoire.

La note attribuée est affectée du coefficient 3.

Une liste d'admissibilité est établie après les épreuves pratiques. Seuls les candidats ayant obtenu un total de 60 points pour l'ensemble des épreuves pratiques sont admis à se présenter aux épreuves orales.

3^o Epreuves orales :

Les épreuves orales du brevet d'Etat de moniteur de patinage sur glace consistent en deux interrogations :

a) Une interrogation portant sur la technique générale du patinage artistique et de la danse, sur les conseils à donner aux débutants et sur la terminologie employée en ce domaine.

b) Une interrogation portant sur le don du sang et sur les notions élémentaires de secourisme appliquées plus particulièrement aux cas d'accidents pouvant survenir sur les patinoires.

Chacune de ces interrogations est notée sur 20 et affectée du coefficient 1.

Pour pouvoir prétendre à l'attribution du brevet d'Etat de moniteur de patinage sur glace, les candidats doivent avoir obtenu un total général de 124 points dont 20 points aux épreuves orales.

II. — BREVET D'ETAT DE PROFESSEUR DE PATINAGE SUR GLACE

1° Epreuves écrites :

Les épreuves écrites du brevet d'Etat de professeur de patinage sur glace sont au nombre de cinq.

Elles consistent dans deux compositions, l'une d'anatomie ou de physiologie, l'autre de pédagogie et dans des commentaires de figures imposées, d'exercice de patinage libre et de pas de danse sur glace :

a) La première composition (durée : trois heures) consiste à traiter l'un des trois sujets d'anatomie ou de physiologie proposés au choix des candidats.

Cette épreuve est notée sur 20.

Toute note inférieure à 5 est éliminatoire.

La note attribuée est affectée du coefficient 2 pour être incorporée au total général.

b) La deuxième composition (durée : trois heures) consiste à traiter l'un des trois sujets de pédagogie proposés au choix des candidats.

Cette épreuve est notée sur 20.

Toute note inférieure à 5 est éliminatoire.

La note attribuée est affectée du coefficient 2.

c) Les commentaires de patinage artistique sont de deux sortes : des commentaires de figures imposées et des commentaires de patinage libre :

Le commentaire de figures imposées consiste à décrire le mouvement, les positions et la trace de quatre figures imposées tirées au sort parmi les figures retenues des règlements officiels.

Chaque description est notée de 0 à 6.

Toute note inférieure à 3 est éliminatoire.

La somme des quatre notes qui doit atteindre au moins 16 sur 24 est affectée du coefficient 1.

Le commentaire d'exercices de patinage libre consiste à décrire le mouvement, les positions et la trace des trois exercices tirés au sort parmi les sauts et pirouettes des règlements officiels.

Chaque description est notée de 0 à 6.

Toute note inférieure à 3 est éliminatoire.

La somme des trois notes qui doit atteindre au moins 12 sur 18 est affectée du coefficient 1.

Le commentaire de danse sur glace consiste à décrire un pas ou une suite de pas d'une danse choisie par le jury. Les candidats doivent indiquer avec précision le placement sur piste, les nombres de pas et de temps et les positions des danseurs.

Cette description est notée de 0 à 6.

Toute note inférieure à 3 est éliminatoire.

La note attribuée à chaque candidat est affectée du coefficient 6.

Une durée totale de trois heures est prévue pour les trois séries de commentaires.

Une liste d'admissibilité est établie après les épreuves écrites. Sont portés sur cette liste les noms des candidats ayant obtenu un total de 95 points pour l'ensemble de ces épreuves.

2° Epreuves pratiques :

Les épreuves pratiques du brevet d'Etat de professeur de patinage sur glace sont de deux sortes :

Des épreuves pédagogiques au nombre de quatre : une leçon collective et trois critiques correspondant au patinage artistique (figures imposées et exercices libres) et à la danse sur glace ;

Des épreuves d'exécution au nombre de quatre : deux de patinage artistique (une de figures imposées et une de patinage libre) et deux de danse sur glace (l'une en solo et l'autre en couple).

A. — Leçon collective (durée : quinze minutes).

Le thème de cette leçon doit être remis au candidat un quart d'heure à l'avance pour lui permettre de préparer un plan écrit qu'il remettra au jury. Le niveau des élèves mis à la disposition du candidat doit lui être précisé en même temps que le thème.

Cette leçon est notée sur 20.

Toute note inférieure à 7 est éliminatoire.

La note attribuée à chaque candidat est affectée du coefficient 4.

B. — Patinage artistique.

a) L'épreuve pédagogique de figures imposées consiste dans la critique de patineurs ou de patineuses choisis par le jury exécutant quatre figures d'un groupe tiré au sort parmi les groupes publiés en annexe. Les candidats doivent indiquer les fautes commises au fur et à mesure de l'exécution et après examen de la trace. Ils doivent en outre donner les raisons de ces fautes et préciser les moyens d'y remédier.

Chaque critique est notée de 0 à 6.

Toute note inférieure à 3 est éliminatoire.

La somme des quatre notes, qui doit atteindre au moins 16 sur 24, est affectée du coefficient 1.

b) L'épreuve d'exécution consiste à réaliser quatre figures imposées tirées au sort parmi les groupes de figures publiés en annexe. Chaque figure est notée de 0 à 6.

Toute note inférieure à 2,5 est éliminatoire.

La somme des quatre notes, qui doit atteindre au moins 12 sur 24, est affectée du coefficient 1.

c) L'épreuve pédagogique de patinage libre consiste dans la critique de patineurs ou de patineuses choisis par le jury, exécutant trois exercices d'un groupe tiré au sort parmi les groupes d'exercices publiés en annexe.

Le candidat doit expliquer en quoi les mouvements et les positions des démonstrateurs pourraient être perfectionnés et leur trace améliorée.

Chaque critique est notée de 0 à 6.

Toute note inférieure à 3 est éliminatoire.

La somme des trois notes, qui doit atteindre au moins 12 sur 18, est affectée du coefficient 1.

d) L'épreuve d'exécution de patinage libre consiste à réaliser trois exercices d'un groupe tiré au sort dans la liste d'éléments de sauts et de pirouettes publiés en annexe.

Chaque exercice est noté de 0 à 6.

La somme des trois notes, qui doit atteindre au moins 7,5 sur 18, est affectée du coefficient 1.

C. — Danse sur glace.

a) L'épreuve pédagogique de danse sur glace consiste dans la critique d'un couple exécutant une danse du groupe de 3^e classe.

Le candidat doit indiquer au fur et à mesure de l'exécution les fautes qu'il perçoit (mauvais placement sur la piste, fautes de pas et de rythme, etc.).

Il doit en outre donner les raisons de ces fautes et imperfections et préciser les moyens d'y remédier.

Cette épreuve est notée de 0 à 6.

Toute note inférieure à 3 est éliminatoire.

La note attribuée est affectée du coefficient 3.

b) L'épreuve d'exécution en solo consiste dans la présentation en musique d'une danse tirée au sort parmi celles du groupe de 2^e classe.

Cette présentation est notée de 0 à 6.

Toute note inférieure à 2,5 est éliminatoire.

La note attribuée est affectée du coefficient 3.

c) L'épreuve d'exécution en couple consiste dans la présentation en musique de deux danses tirées au sort, la première parmi celles du groupe de 2^e classe, la seconde parmi celles du groupe de 1^{re} classe.

Chacune de ces deux présentations est notée de 0 à 6.

Toute note inférieure à 2,5 est éliminatoire.

La somme des deux notes est affectée du coefficient 3.

Une liste d'admissibilité est établie après les épreuves pratiques. Sont portés sur cette liste les noms des candidats ayant obtenu 130 points pour l'ensemble de ces épreuves.

3° Epreuves orales :

Les épreuves orales du brevet d'Etat de professeur de patinage sur glace consistent :

Pour les candidats, en quatre interrogations portant sur la technologie du patinage, la préparation des patineurs aux diverses compétitions, le patinage de vitesse et le hockey sur glace ;

Pour les candidates, en trois interrogations : les mêmes que pour les candidats, à l'exclusion du hockey sur glace.

Chacune de ces interrogations est notée sur 20 et affectée du coefficient 1.

a) L'interrogation relative à la technologie du patinage porte sur les qualités de la glace, les modèles de patins et les principes d'affûtage, les règlements appliqués aux championnats de patinage artistique, de danse et la terminologie utilisée dans les concours de ces spécialités.

b) L'interrogation relative à la préparation des patineurs aux compétitions peut porter aussi bien sur l'éducation physique de base et la mise en condition générale des sportifs que sur l'entraînement des patineurs en particulier.

c) L'interrogation relative au patinage de vitesse porte sur les notions techniques élémentaires et sur les règlements de cette discipline.

d) L'interrogation relative au hockey sur glace que ne subissent pas les candidates porte sur la technique, la tactique et les règlements de ce sport collectif.

Pour pouvoir prétendre à l'attribution du brevet d'Etat de professeur de patinage sur glace, les candidats doivent avoir obtenu 265 points dont 40 aux épreuves orales et les candidates 255 points dont 30 aux épreuves orales.

Une réduction des totaux imposés est consentie au bénéfice des candidats ayant remporté un titre national ou ayant fait l'objet de deux sélections dans l'équipe de France, qui doivent :

Pour pouvoir prétendre au brevet d'Etat de moniteur de patinage sur glace, avoir obtenu un total général de 112 points dont au moins 40 points aux épreuves écrites et 54 points aux épreuves pratiques ;

Et pour pouvoir prétendre au brevet d'Etat de professeur de patinage sur glace, s'il s'agit de candidats masculins, avoir obtenu un total général de 239 points et, s'il s'agit de candidates, avoir obtenu un total général de 230 points avec, dans les deux cas, un minimum de 86 points aux épreuves écrites et un minimum de 117 points aux épreuves pratiques.

Art. 8. — Le ministre de la jeunesse et des sports arrête les listes des candidats définitivement admis, sur proposition des jurys.

Art. 9. — Les programmes et éléments de base des épreuves définies à l'article 7 figurent en annexe du présent arrêté (1).

Art. 10. — En application des dispositions de l'article 6 (2^e alinéa) de la loi du 6 août 1963 et de l'article 10 (1^{er} alinéa) de l'arrêté du 30 juillet 1965 susvisés, les personnes qui exerçaient la profession d'enseignant de patinage sur glace en étant possesseurs d'un diplôme délivré par la fédération française des sports de glace pourront en demander la reconnaissance par équivalence avec le brevet d'Etat de professeur de patinage sur glace.

Le délai de neuf mois applicable aux demandes individuelles de reconnaissance par équivalence sera calculé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 11. — La liste des diplômes figurant au tableau B annexé à l'arrêté du 30 juillet 1965 susvisé est complétée par les brevets d'Etat de moniteur et de professeur de patinage sur glace créés par le présent arrêté.

Art. 12. — Le directeur des sports est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 juillet 1966.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des sports,
MARCEAU CRESPIN.

(1) Les programmes et éléments annexes visés à l'article 9 seront publiés au *Bulletin officiel* de l'éducation nationale.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Nomination de rapporteurs adjoints.

Le Président du Conseil constitutionnel,

Vu la Constitution du 4 octobre 1958, et notamment son titre VII ;
Vu l'ordonnance du 7 novembre 1958 modifiée portant loi organique sur le Conseil constitutionnel, et notamment son article 36 (2^e alinéa) ;

En application de la délibération du Conseil constitutionnel en date du 13 octobre 1966,

Décide :

Art. 1^{er}. — Sont nommés rapporteurs adjoints près le Conseil constitutionnel pour la période octobre 1966-octobre 1967 : MM. Paoli, Marcel, Rigaud, Duport, Morisot, maîtres des requêtes au Conseil d'Etat, et MM. Labarraque, Maurice Bernard, Lavigne, Godard, Jacoud, conseillers référendaires à la Cour des comptes.

Art. 2. — La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 octobre 1966.

GASTON PALEWSKI.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

1^{re} SESSION ORDINAIRE DE 1966-1967

Ordre du jour du mardi 18 octobre 1966.

A seize heures. — 1^{re} SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination des membres de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée nationale.

2. — Discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044). (Rapport n° 2050 de M. Louis Vallon, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.)

Anciens combattants et victimes de guerre et article 58.

(Annexe n° 8. — M. Vivien, rapporteur spécial ; avis n° 2079 de M. Béraud, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.)

Services du Premier ministre :

Section VIII. — Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité. (Annexe n° 29. — M. Ansquer, rapporteur spécial ; avis n° 2053 de M. Duvillard, au nom de la commission de la production et des échanges.)

Section I. — Services généraux : crédits concernant la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. (Annexe n° 29. — M. Ansquer, rapporteur spécial ; avis n° 2053 de M. Duvillard, au nom de la commission de la production et des échanges.)

A vingt et une heures trente. — 2^e SÉANCE PUBLIQUE

Suite de la discussion inscrite à l'ordre du jour de la première séance.

Documents parlementaires
mis en distribution le 18 octobre 1966.

N° 2050 (a). — Rapport de M. Louis Vallon, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1967 :

Tome III : Examen de la deuxième partie du projet de loi, moyens des services et dispositions spéciales.

N° 2050. — Rapport de M. Bisson, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1967 :

Annexe n° 4. — Affaires sociales : Santé publique et population.

N° 2050. — Rapport de M. Raymond Boisdé, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1967 :

Annexe n° 5. — Affaires sociales : Travail.

N° 2050. — Rapport de M. Voisin, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1967 :

Annexe n° 9. — Coopération.

N° 2050 (a). — Rapport de M. Souchal, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1967 :

Annexe n° 34. — Postes et télécommunications.

N° 2053 (a). — Avis de M. Haurét, au nom de la commission de la production, sur le projet de loi de finances pour 1967 :

II. — Coopération.

N° 2053. — Avis de M. Duvillard, au nom de la commission de la production, sur le projet de loi de finances pour 1967 :

XVI. — Plan et aménagement du territoire.

N° 2055 (a). — Avis de M. Peyret, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1967 :

Budget annexe des prestations sociales agricoles.

N° 2063. — Proposition de loi de M. Chazalon tendant à rétablir dans leurs droits les assurés sociaux titulaires de pensions, rentes, allocations, etc., par l'abrogation des mesures édictées par le décret du 26 avril 1965 et les textes subséquents (renvoyée à la commission des affaires culturelles).

N° 2069. — Proposition de loi de M. Le Gall tendant à modifier les articles L. 285 et L. 528 du code de la sécurité sociale relatif à la détermination des bénéficiaires des prestations (renvoyée à la commission des affaires culturelles).

N° 2071. — Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège signé à Paris le 5 juillet 1966 entre le Gouvernement de la République française et l'institut international du froid (renvoyé à la commission des affaires étrangères).

N° 2074. — Avis de M. Mainguy, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1967 :

Affaires sociales : Santé publique.

N° 2075 (a). — Avis de M. Herman, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1967 :

Affaires sociales : Travail et sécurité sociale.

N° 2079 (a). — Avis de M. Béraud, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1967 :

Anciens combattants et victimes de guerre.

N° 2082. — Avis de M. Chamant, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1967 :

Coopération.

(a) Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les députés le 17 octobre 1966.

Réunion de commissions du mardi 18 octobre 1966.

Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à dix heures. — Local n° 213.

Commission de la production et des échanges, à seize heures trente. — Local n° 213.